

ASSEMBLÉE NATIONALE

2 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-CF925

présenté par

Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, Mme Rabault, Mme Rouaux, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, M. Letchimy, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pau-Langevin, M. Potier, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud, Mme Victory et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE 22

I. – Supprimer les alinéas 6 à 16.

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« IV. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à revenir sur la minoration, à hauteur de 50 millions d'euros, de deux concours financiers de l'État aux collectivités territoriales.

Pour rappel, l'article 22 minore de 50 millions deux concours financiers (appelés variables d'ajustement), à savoir les parts régionales et départementales de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) pour 25 millions d'euros et de la dotation de transfert des compensations d'exonération de taxe d'habitation (DTCE) pour 25 millions d'euros également.

Ces minorations avaient atteint 120 millions d'euros en 2020, 159 millions d'euros en 2019 et 293 millions d'euros en 2018.

La DCRTP et la DTCE ont été créées lors de la réforme de la taxe professionnelle et de la fiscalité locale, intervenue en 2010, pour compenser les collectivités perdantes dans le cadre de cette réforme, en vue d'en assurer la neutralité financière. Ces dotations, qui se substituaient à des ressources fiscales dynamiques, avaient donc vocation à être figées sur le montant initialement fixé.

L'introduction de la DCRTP et de la DTCE au sein des variables d'ajustement est donc une mesure injuste et difficilement acceptable pour les régions et départements.